Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2020)

Heft: 2311

Artikel: Indice de liberté d'avenir suisse ou la garantie du flou : la liberté libérale du laboratoire d'idées avenir suisse ne dit rien de la réalité sociale helvétique, mais joue comme étendard idéologique

Autor: Delley, Jean-Daniel

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1024192

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

telles absences et, d'autre part, comme évoqué plus haut, parce que la participation à distance nuit à la bonne tenue et à la transparence des débats.

Le blogueur spécialisé en nouvelles technologies Evgeny Morozov a développé la notion de *«solutionnisme technologique»* pour expliquer comment chaque problème humain (politique, social, sociétal) est désormais systématiquement transformé en question technique, puis discuté par les divers acteurs du numérique. Ceux-ci proposent des solutions numériques dont le but est de traiter les effets des problèmes, sans jamais s'intéresser à leurs causes ni aux effets collatéraux de la solution.

Dans le cas présent, les conséquences néfastes de cette foi aveugle – très présente dans la Silicon Valley – en la toute-puissance de la technologie sautent aux yeux: ce n'est pas seulement le déroulement du débat public qui est transformé, c'est sa nature même. Le parlement cesse d'être un organe de décision collective pour devenir une addition de décisions individuelles – évolution conforme à l'ultra-individualisme imposé, ou à tout le moins prôné par ces mêmes entreprises technologiques.

Enfin, à l'instar de ce qui a été montré pour le pouvoir judiciaire, le décorum et la mise en scène d'un débat importent pour l'exercice du pouvoir législatif. Ils contribuent au moins autant à la légitimité des décisions que les arguments qui y sont présentés. La numérisation du parlement ne permet donc pas vraiment aux élus en quarantaine d'exercer la charge que leur ont confiée les électeurs. Certes, les parlementaires votent formellement. Mais, parce qu'ils ont été privés de tous les éléments qui font la légitimité du débat, cet acte est incomplet.

Indice de liberté d'avenir suisse ou la garantie du flou

La liberté libérale du laboratoire d'idées avenir suisse ne dit rien de la réalité sociale helvétique, mais joue comme étendard idéologique

Jean-Daniel Delley - 17 décembre 2020 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/38055

Classer, hiérarchiser. Les sociétés obsédées par la compétition n'y échappent pas. On connaît les multiples classements des universités dont nous avons souvent souligné les faiblesses (DP 1748 ou DP 2123, par exemple). Depuis 2009, le laboratoire d'idées libéral *avenir suisse* calcule l'indice de liberté des cantons suisses. Son édition 2020 voit la principauté du Liechtenstein – nouvelle venue dans la liste – sortir en tête et Genève tenir la lanterne rouge.

De quelle liberté s'agit-il ? *avenir suisse* ne cache pas son jeu: il s'agit de comparer les *«cantons pour ce qui est de l'acceptation et de la diffusion des principes libéraux»*. La liberté consisterait donc en l'absence d'entraves imposées de l'extérieur aux individus. La liste des indicateurs utilisés révèle que ces entraves, qu'elles soient de nature économique ou civile, résultent toutes de la puissance publique.

Chiens bannis, liberté entamée

Pas question de saisir les phénomènes sociaux qui restreignent l'autonomie individuelle, comme la disparité croissante des revenus et de la fortune, l'inégalité des chances en matière de formation ou encore les discriminations de sexe. Selon *avenir suisse*, la densité des conventions collectives de travail mesure la limitation de la liberté économique, alors qu'elle reflète aussi le degré d'autonomie des salariés.

L'établissement d'un tel classement implique de disposer de données quantifiables. Cette condition montre les limites de l'exercice. Ainsi

dans la liste des indicateurs de liberté figure aussi bien l'étendue des droits politiques des étrangers que la fréquence des radars fixes, la protection des non-fumeurs ou l'interdiction de certaines races de chiens.

Bref cette liste mélange les pommes et les poires, et elle privilégie la liberté des uns – les conducteurs téméraires, les fumeurs, les détenteurs de canidés – au détriment de celle des autres. Quand cette même liste ne fait pas référence à un passé révolu, lorsqu'elle considère l'exigence de juges professionnels comme une restriction de la liberté des personnes aptes à exercer cette activité.

Le choix des indicateurs et le sens qui leur est donné par rapport à la liberté montrent que cette dernière ne peut résider que dans les mécanismes du marché. Une charge fiscale modérée, une quote-part de l'État modeste, une fonction publique aux effectifs réduits tout comme de faibles investissements publics dans le logement favorisent un marché libre, donc la liberté des agents économiques.

Échelle qui confine à l'absurde

avenir suisse devrait actualiser ses connaissances économiques. L'appréciation de ces indicateurs sur l'échelle de la liberté implique de déterminer la qualité de l'action publique. Des impôts utilisés de manière optimale et une fonction publique compétente fournissent des prestations indispensables à l'exercice de la liberté individuelle et au fonctionnement efficace du marché.

Juger tous les cantons à la même aune aboutit à des jugements absurdes. Si la décentralisation peut se révéler justifiée pour de grands cantons à la géographie diversifiée et garantir des espaces d'autonomie, elle n'a guère de sens pour les cantons-ville de Bâle et Genève.

Limité à des indicateurs quantitatifs et disparates interprétés à la seule lumière de l'idéologie libérale, le classement via l'indice de liberté d'*avenir suisse* n'apporte aucune information significative. Tout au plus permettra-t-il à des rédactions en mal de copie de boucher quelques trous et d'imaginer un titre aussi aguicheur que trompeur.

Fragilité psychique et suicide, les revers du virus

La situation de crise sanitaire pèse sur les gens de manière plus ou moins violente. L'aide et la solidarité s'organisent

Chimelle Hamiche - 19 décembre 2020 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/38072

En Suisse, deux à trois personnes se suicident chaque jour (en dehors du suicide assisté). Deux à trois décès, c'est peut-être moins *«choquant»* que le nombre de cas testés positifs au Covid-19 ou de ceux qui en meurent. Pour autant, les tendances suicidaires augmentent, et particulièrement chez les adolescents et les seniors.

Les statistiques officielles relatives à la cause des décès en Suisse ne révèlent pas d'augmentation des taux de suicide due au coronavirus. Pourtant, l'Office fédéral de la santé publique reste vigilant et des mesures ont été prises par différents acteurs publics. Pour leur part, des organisations telles que La main tendue et Stop suicide craignent une accentuation du phénomène due à la situation sanitaire et à ses conséquences – distanciation sociale et crise économique.

Facteurs de risque

Perte d'emploi, précarité, impression de